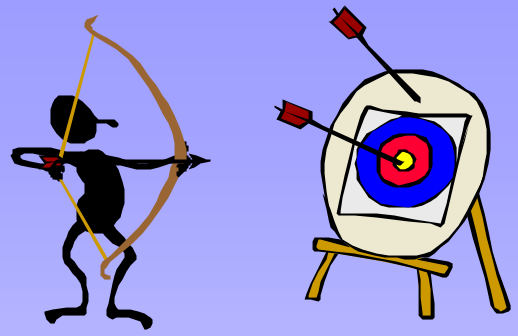
OBJECTIF OPÉRATIONNEL



CE DOCUMENT A ÉTÉ RÉDIGÉ POUR, AIDER LE LECTEUR À ÊTRE CAPABLE D'IDENTIFIER LES BASES JURIDIQUES DE LA RESPONSABILITÉ CIVILE DÉLICTUELLE ET QUASI-DÉLICTUELLE

- **LES DIFFÉRENTES SORTES DE RESPONSABILITÉS**

  - **LA RESPONSABILITÉ CIVILE DU FAIT PERSONNEL**

    - **LA RESPONSABILITÉ CIVILE DU FAIT D'AUTRUI ET DES CHOSES**

DIFFÉRENCIER LES RESPONSABILITÉS PÉNALE ET CIVILE

Éléments de comparaison	Responsabilité pénale	Responsabilité civile
Vise la protection de	La Société	L'individu
Conséquences	***SANCTIONS*** Amendes Emprisonnement Interdictions Déchéances...	***RÉPARATION*** Dommages et intérêts
Fondement	Textes précis	Textes généraux
Gravité de la faute	Module les sanctions	Indifférente au montant de la réparation
Intervention des tribunaux	Obligatoire: Tribunaux répressifs	Facultative: Tribunaux civils
Prescription	Contraventions : 1 an Délits : 3 ans Crimes : 10 ans	RC délictuelle ou quasi-délictuelle : 10 ans RC contractuelle : 30 ans (sauf exception)
Assurabilité	***INASSURABLE***	***ASSURABLE***

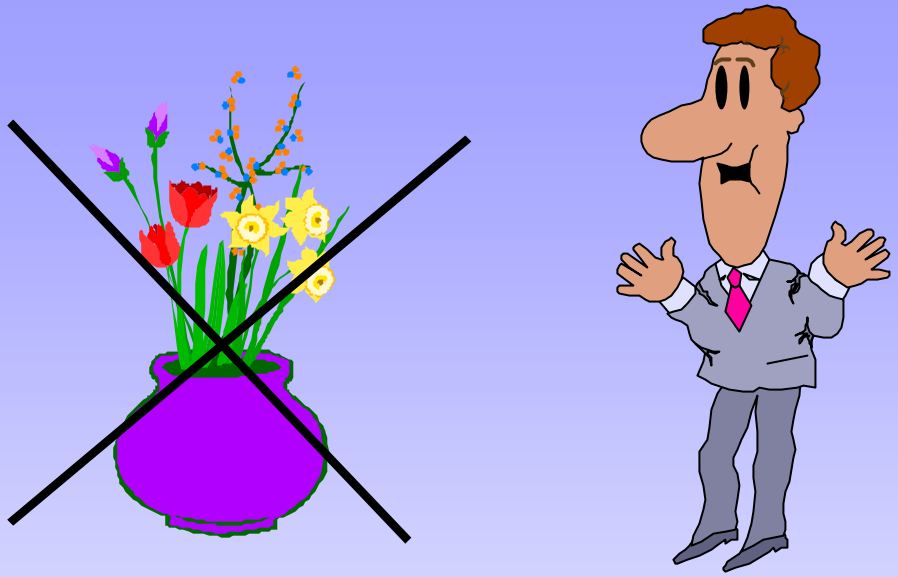
DIFFÉRENCIER RC CONTRACTUELLE ET RC DÉLICTUELLE

Nature de la RC Éléments de comparaison	CONTRACTUELLE	DÉLICTUELLE
Origine	Acte juridique	Fait juridique
Bases juridiques	Dispositions contractuelles	Articles 1382 à 1386 du Code Civil
Clauses limitatives de RC ou clauses de non RC	Généralement admises sauf dol ou faute lourde	NON admises
Étendue de la réparation	Dommage «prévisible» sauf dol ou faute lourde	Intégralité du dommage
Gravité de la faute	Prise en considération du dol ou de la faute lourde	Indifférence
Prescription	30 ans sauf textes spéciaux	10 ans

ANALYSER L'ARTICLE 1382 DU CODE CIVIL

• *Tout **fait** quelconque de l'homme*	• **Notion de fait juridique**
• *qui **cause** à autrui*	• **Lien de causalité**
• *un **dommage***	• **Notion de préjudice**
• ***oblige***	• **Notion d'obligation**
• *celui par la **faute** duquel il est arrivé*	• **Notion de faute prouvée**
• *à le **réparer***	• **Obligation de réparation (fondement de la responsabilité)**

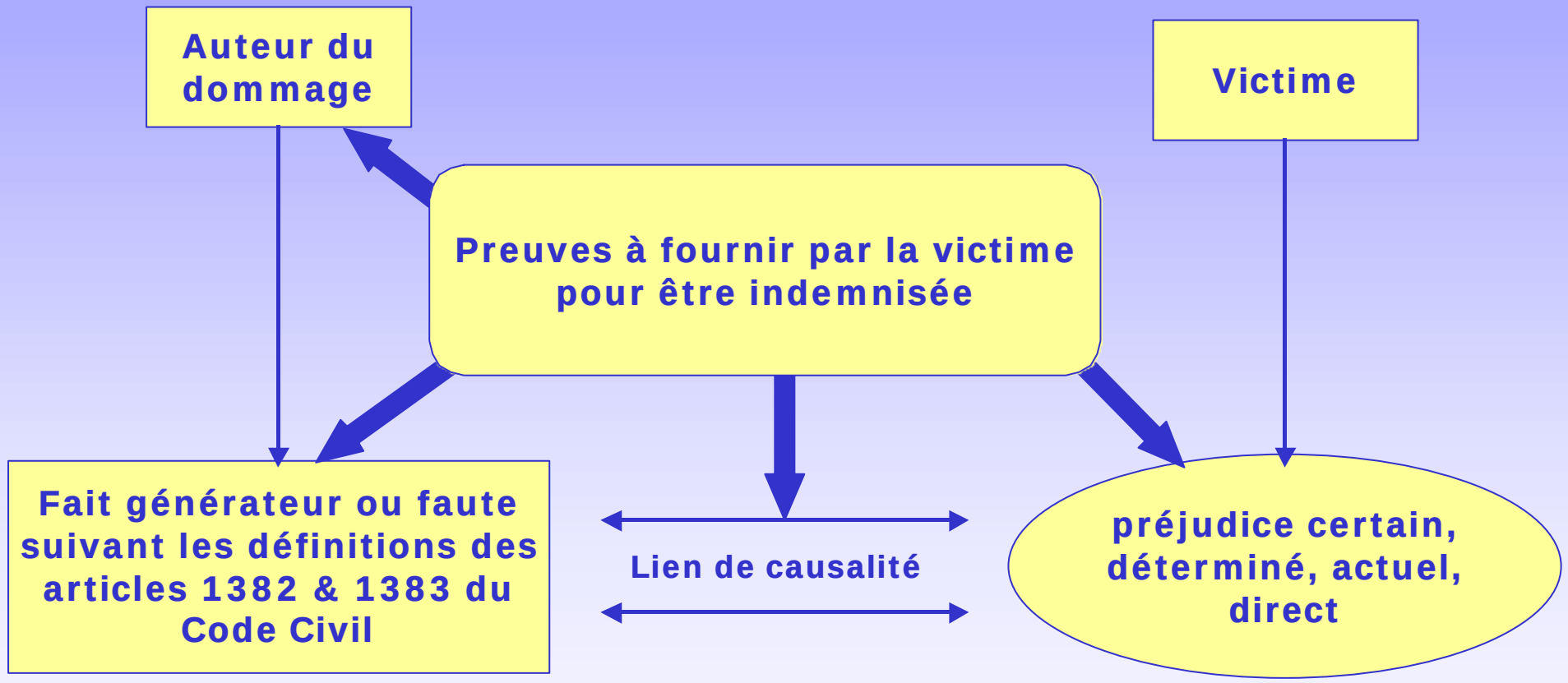
L ’ARTICLE 1383 DU CODE CIVIL



« Chacun est responsable du dommage qu’il a causé non seulement par son fait, mais encore par sa négligence ou par son imprudence »

LE MÉCANISME DES ARTICLES 1382 & 1383 DU CODE CIVIL

Mise en œuvre de la Responsabilité Civile du fait personnel



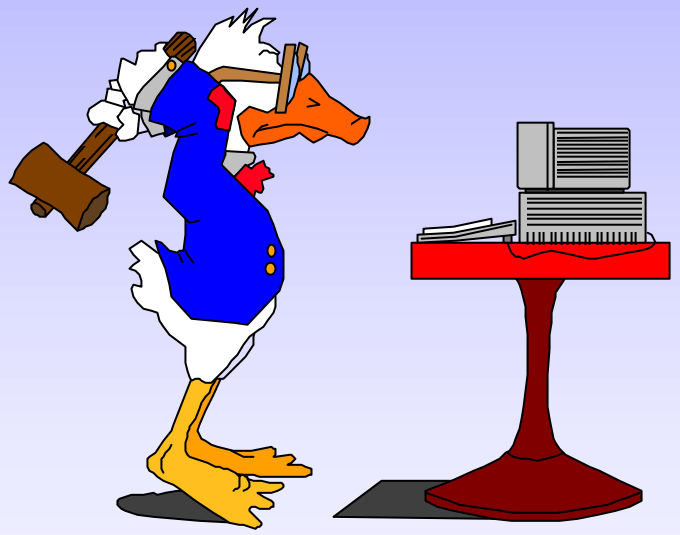
LES PRÉJUDICES CORPORELS

En cas de	Préjudices corporels patrimoniaux	Préjudices corporels extra-patrimoniaux ou personnels
BLESSURES	1 Frais de soins 2 Incapacité temporaire (IT): perte de revenus pendant l'arrêt de travail 3 Incapacité permanente totale ou partielle (IPT ou IPP)	1 Souffrances endurées ou «pretium doloris» (PD) 2 Préjudice esthétique (PE) 3 Préjudice d'agrément (PA)
DÉCÈS	1 Frais de soins, de transport et/ou d'obsèques 2 Préjudice économique: perte de revenus pour les personnes à charge	1 Préjudice moral ou «pretium affectionis»

LES EXONÉRATIONS DE RESPONSABILITÉ

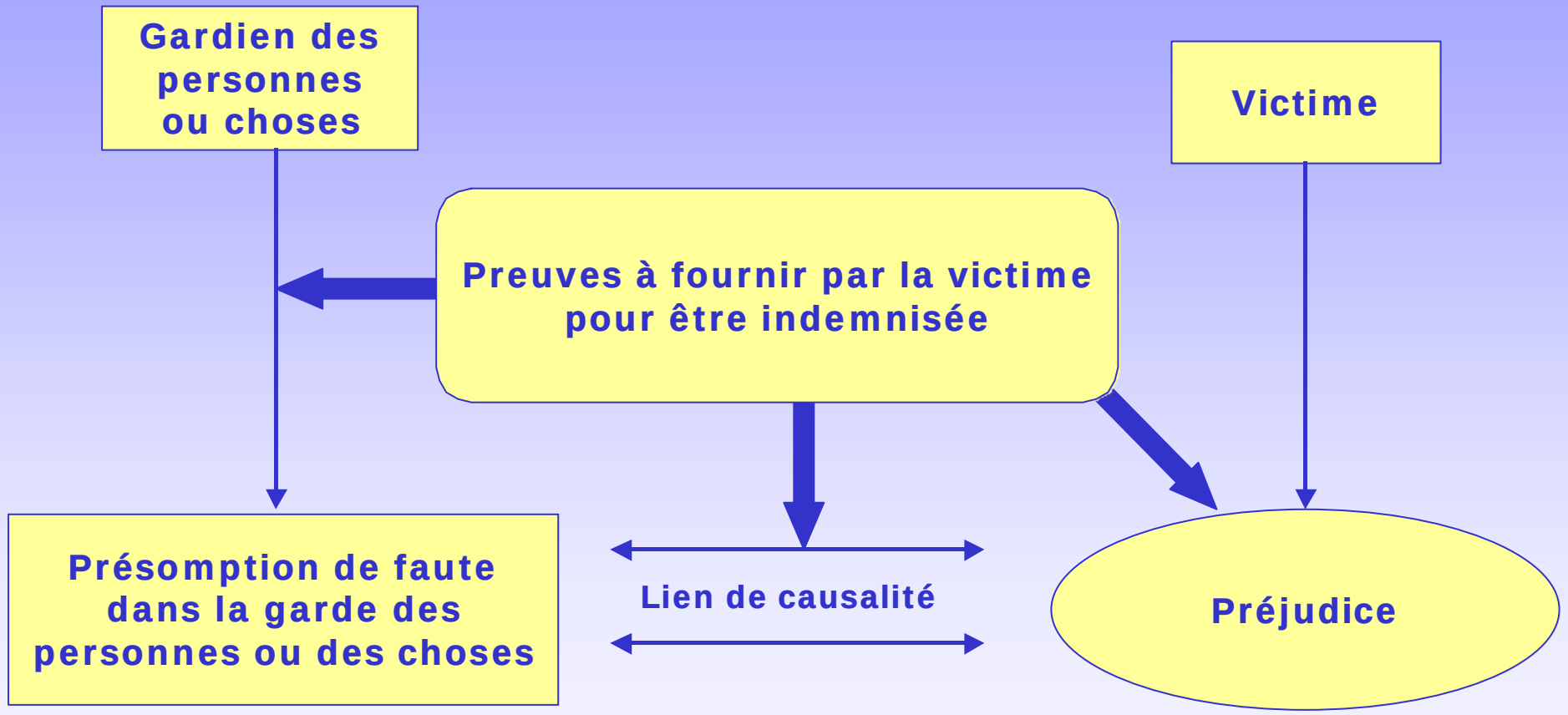
3 cas d'exonération de responsabilité se rencontrent le plus fréquemment:

1. La **force majeure**
2. Le **fait d'un tiers**
3. La **faute de la victime**



LE MÉCANISME DE 1384, 1385 & 1386 DU CODE CIVIL

Mise en œuvre de la Responsabilité Civile du fait d'autrui et des choses



L'ARTICLE 1384 DU CODE CIVIL

1384-1: RC du fait des choses

1384-2: RC en cas de communication d'incendie

1384-4: RC des parents du fait de leurs enfants mineurs

1384-5: RC des maîtres et commettants du fait de leurs domestiques et préposés

1384-6 & 7: RC des artisans du fait de leurs apprentis

1384-6 & 8: RC des instituteurs du fait de leurs élèves

LA LOI «BADINTER» DU 5 JUILLET 1985

Cette loi s'applique aux victimes d'un accident de la circulation dans lequel est ***impliqué*** un Véhicule Terrestre à Moteur (VTM)

1 Principe

OBLIGATION d'indemnisation à la charge de tout VTM impliqué

1 Exception

POSSIBILITÉ d'exonération en cas de faute (intentionnelle et/ou inexcusable) **de la victime**

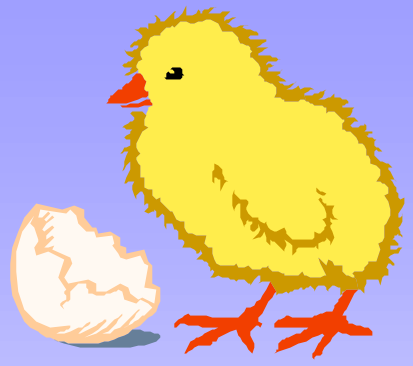
APPLIQUER LA NOTION DE VTM

	VTM	Autre
• Une automobile	X	
• Une pelle mécanique	X	
• Une tondeuse à gazon autoporteuse	X	
• Un engin de chantier fonctionnant comme outil		X
• Un cyclomoteur	X	
• Un avion lorsqu'il circule sur le sol		X
• Un vélomoteur dont le moteur ne fonctionne pas	X	
• Un chasse-neige	X	
• Un chemin de fer ou un tramway circulant sur une voie propre		X
• Un chariot élévateur automoteur circulant à l'intérieur d 'une entreprise de métallurgie	X	

LOI BADINTER : les exonérations en cas de dommages corporels

Cas d'exonération	Force majeure ou Fait d'un tiers	Faute de la victime		
Qualité de la victime		Simple	Inexcusable	Volontaire
Non conducteur - 16 ans ou + 70 ans	NON ADMIS	NON ADMIS	NON ADMIS	Exonération totale même si faute non exclusive
Non conducteur + 16 ans ou - 70 ans	NON ADMIS	NON ADMIS	Exonération totale si faute cause exclusive	Exonération totale même si faute non exclusive
Conducteur	NON ADMIS	Exonération totale ou partielle		

L ’ARTICLE 1385 DU CODE CIVIL



**« Le propriétaire d’un animal,
ou celui qui s’en sert,
pendant qu’il est à son usage,
est responsable du dommage
que l’animal a causé,
soit que l’animal fut sous sa garde,
soit qu’il fut égaré ou échappé »**

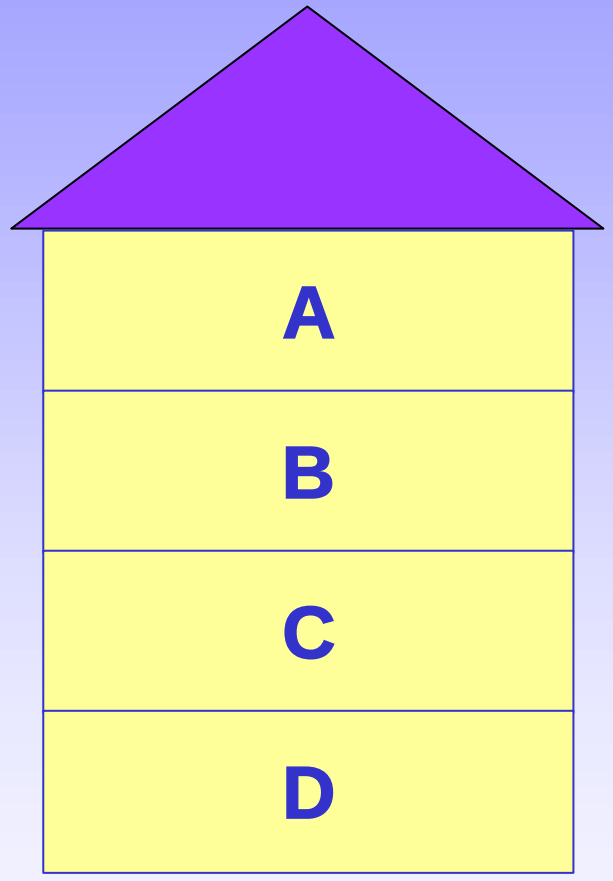
L ’ARTICLE 1386 DU CODE CIVIL

« Le propriétaire d’un bâtiment est responsable du dommage causé par sa ruine, lorsqu’elle est arrivée par suite du défaut d’entretien ou par le vice de sa construction »

Il y a obligation d'assurance pour le locataire
(Loi «Quilliot» du 22 juin 1982)

Définition du LOCATAIRE: **Article 1709 du Code Civil**

Responsabilités du LOCATAIRE: **Articles 1730 à 1735 du Code Civil**

LA RESPONSABILITÉ DES LOCATAIRES PARTIELS

Point de départ de l'incendie	Locataire responsable
Incendie commençant dans les parties communes de l'immeuble	**NÉANT**
Incendie commençant chez A	**A**
Point de départ de l'incendie inconnu	**ABCD**
Point de départ inconnu, mais l'incendie n'a pas commencé chez A & B	**CD**